

REBRANDING AFRICA FORUM



RELEVER LE DÉFI DE L'INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE
50 IDEES CLES



Thierry Hot, Emmanuel Babissagana, Fred Ebongue Makolle

ÉDITÉ PAR SAMORI MEDIA CONNECTION

Thank You



INTRODUCTION

La troisième édition du Rebranding Africa Forum (RAF) s'est tenue les 15 et 16 octobre 2016 à Bruxelles, avec pour invité d'honneur le Burkina Faso. Une occasion de montrer une image positive de l'Afrique au cœur de l'Europe, à travers ce pays qui fait désormais figure de modèle démocratique et de bonne gouvernance sur le continent. Après les communications inaugurales et la présentation des trois success stories, les différents orateurs, acteurs économiques, experts et spécialistes venus des quatre coins du monde entrèrent rapidement dans le vif du thème choisi pour ce troisième RAF : Relever le défi de l'industrialisation de l'Afrique. Comment y parvenir, avec quels moyens, quels partenaires, quel agenda, etc. ? Autant de questions qui animèrent une journée riche en enseignements, mais aussi en opportunités, le RAF étant tout à la fois un lieu de réflexion et de rencontres, une occasion de nouer des partenariats, de densifier son network, etc.

Le présent document reprend, en cinquante idées clés réparties sur quatre sections, les principaux enseignements à tirer de cette troisième édition du RAF, en vue d'une industrialisation authentique, durable et émancipatrice de l'Afrique.■

AU PLAN POLITIQUE



1- Sortir de la logique traditionnelle de l'aide au développement

L'une des idées force de cette édition du Rebranding Africa Forum a été de montrer d'emblée que l'Afrique devait avant tout compter sur elle-même, et à cet effet sortir sans délai de la logique traditionnelle de l'aide au développement qui a suffisamment montré ses limites. Elle doit plus que jamais quitter l'économie de l'endettement improductif pour l'économie de marché, et entrer ainsi dans une véritable logique de partenariat, dans les différents secteurs clés de son développement, l'économie, la science, l'industrie, etc.

2- Développer une diplomatie économique forte

L'industrialisation de l'Afrique requiert d'énormes ressources financières qui l'obligent à nouer des partenariats solides et mutuellement avantageux

pour attirer les investisseurs. Le Rebranding Africa Forum a montré qu'un tel objectif ne pourra être atteint qu'au prix d'une diplomatie économique forte, qui ne saurait se déployer en rangs dispersés. L'Afrique ne devra plus parler à 54 voix, si elle veut y parvenir.

3- Amorcer la transformation structurelle des économies africaines

L'enjeu principal de l'industrialisation de l'Afrique aujourd'hui réside dans la transformation structurelle des économies du continent, et notamment dans le développement de politiques qui favorisent le passage d'une économie de subsistance à une économie de marché. Pour ce faire, elle doit en priorité franchir le cap de la transformation des ressources naturelles avant leur exportation, en vue d'en accroître la valeur ajoutée.

AU PLAN POLITIQUE

4- Développer des projets trans-frontaliers.

De manière générale, les Etats africains ne disposent pas individuellement des ressources nécessaires pour développer des projets d'envergure, de nature à transformer structurellement leurs économies. D'où l'importance de partenariats d'abord entre Etats africains, de projets transfrontaliers qui comportent de surcroît l'avantage notable d'unir les destins des pays partenaires et donc de désamorcer les conflits interétatiques potentiels.

5- Lever les barrières tarifaires et non tarifaires pour un marché africain unique (libre circulation)

Avec plus d'un milliard d'habitants aujourd'hui, et une population estimée à 4 milliards à l'horizon 2100, l'Afrique dispose d'un vaste marché potentiel à condition qu'il soit intégré. C'est pourquoi le Rebranding Africa Forum a longuement insisté sur l'importance d'un marché unique africain, qui garantisse à la fois son autonomie, sa compétitivité, son émancipation économique et ainsi les ressources nécessaires à son industrialisation. C'est tout l'enjeu de l'intégration politique et économique de l'Afrique, dont la Zone de libre-échange continentale constitue un

cap décisif, dans l'optique de la mise en place du marché commun panafricain.

6- Prévoir des clauses de sauvegarde dans les partenariats

Le Rebranding Africa Forum (RAF) a également mis en lumière la nécessité pour l'Afrique de prévoir des clauses de sauvegarde dans les partenariats qu'elle est amenée à nouer. Car dans une économie mondiale inexorablement ouverte, ces clauses sont indispensables pour préserver le marché local contre la toute puissance des multinationales et des grandes économies qui subventionnent leurs produits à l'exportation. Tous les grands pays industrialisés y ont par ailleurs recours.

7- Subventionner les produits stratégiques

A l'instar des autres puissances économiques, les Etats africains doivent se donner les moyens de subventionner, au moins temporairement, les produits stratégiques de leurs économies, plutôt que de continuer à solliciter des facilités commerciales qui se paient d'une manière ou d'une autre par des contreparties préjudiciables à nos économies.

AU PLAN POLITIQUE

8- Instaurer la préférence nationale ou africaine

Les spécialistes présents au RAF ont également souligné la nécessité pour l'Afrique d'instaurer la préférence nationale ou africaine comme le font les autres pays, y compris dans la géographie du capital. Il s'agit sur ce dernier point de privilégier les partenariats interafricains afin que les capitaux profitent durablement à l'Afrique.

9- Éviter des concessions sans transfert de connaissance

Les travaux du RAF 2016 ont montré à suffisance que le déficit scientifique et industriel du continent était en partie lié au fait que contrairement à d'autres, les États africains n'exigeaient pas, de manière générale, des transferts de know-how en échange des concessions faites aux multinationales. Ce qui la condamne à importer au prix fort ses propres ressources une fois transformées ailleurs. Il est donc impératif de corriger ce manquement afin d'acquérir les savoirs nécessaires à l'industrialisation du continent.

10- Lutter efficacement contre la fuite des capitaux

Dans le même ordre d'idée, il a

été recommandé que les États africains luttent plus efficacement contre les causes de la fuite des capitaux qui, au fil des années, se chiffre en milliers de milliards de dollars, privant ainsi le continent de ressources financières vitales et indispensables à son développement socioéconomique en général et à son industrialisation en particulier.

11- Maîtriser les données relatives aux ressources naturelles disponibles et exploitées

Sur la base de nombreux témoignages et reportages désormais publics, le RAF a constaté que bon nombre d'États africains n'avaient pas les moyens humains et matériels, et parfois la volonté politique, d'avoir une connaissance appropriée des ressources dont ils disposent, et pire, des quantités exploitées par les multinationales sur leur sol. Il a été recommandé que nos États remédient au plus vite à cette carence qui est un autre facteur de fuite ou de manque de capitaux dont l'Afrique a besoin.

12- Mettre à jour les données économiques

Dans cette même veine, il a été constaté que les paramètres économiques du continent nous

AU PLAN POLITIQUE

viennent souvent d'ailleurs, et reposent généralement sur des données dépassées. A titre d'exemple, il a été relevé que seulement 12 pays africains étaient à jour quant à la méthodologie permettant d'évaluer leur PIB. D'où l'importance avérée de mettre à jour les données économiques de chaque Etat africain, de manière à ajuster, entre autres, les partenariats et la pression fiscale tant sur les individus que sur les sociétés, et notamment les multinationales.

13- Développer les marchés financiers

Sur la base de données économiques fiables, les Etats africains pourront ainsi développer de manière avisée des marchés financiers dynamiques en vue de financer leur industrialisation, sur la base de choix d'investissement appropriés ou conformes à leurs besoins et à leur potentiel réel. Nos Etats sont largement sous-endettés, 30% du PIB en moyenne, le problème est plutôt celui de la déperdition des prêts et des choix d'investissement.

14- Démocratiser le financement de l'industrialisation

L'idée s'est imposée pendant le RAF selon laquelle pour assurer une gestion saine et un contrôle

démocratique des ressources naturelles en Afrique, il fallait ouvrir le capital des entreprises exploitant ces ressources non seulement aux États, mais aussi aux particuliers. Cela garantira en outre, au moins en partie, un financement endogène de notre industrialisation et des retombées financières sûres pour nos économies et nos populations.

15- Créer des bourses de ressources naturelles en Afrique

L'idée s'inscrit en droite ligne de la précédente, contrôler l'extraction, la transformation et la commercialisation des ressources naturelles. Des participants l'ont notamment envisagée en écho aux « minerais du sang » qui entachent certaines industries extractives et appauvrissent le continent. Des bourses régionales pourraient ainsi voir le jour exclusivement pour optimiser la rencontre de l'offre et de la demande des ressources minières du continent, et de manière générale, l'accélération de l'industrialisation.

16- Diminuer le coût des facteurs de production (énergie, internet, etc.)

Les idées précédemment évoquées ont vocation à permettre aux Etats africains de dégager suffisamment

AU PLAN POLITIQUE

de ressources pour diminuer le coût des facteurs de production, énergie, internet, etc. de manière à catalyser le processus d'industrialisation du continent.

17- Instaurer et garantir un cadre des affaires stable et fiable

C'est un préalable indispensable pour attirer les investisseurs et les ressources dont l'Afrique a besoin pour son industrialisation. L'instabilité et l'insécurité politiques, juridiques et économiques sont en effet de ces maux à éradiquer si l'Afrique veut relever durablement le défi de l'industrialisation.

18- Redistribuer équitablement les fruits de la croissance

Ceci est indispensable pour assurer la consommation intérieure, base de tout processus de développement. Jusqu'ici, la forte croissance dont a bénéficié le continent, et qui aujourd'hui est en berne, demeure malheureusement sans grands effets sur le pouvoir d'achat des populations et l'accès aux services sociaux de base. Cela implique donc que les Etats africains luttent plus efficacement contre les détournements de fonds publics et autres déperditions des prêts qui endiguent les efforts de développement du continent.

C'est tout l'enjeu de la bonne gouvernance

19- Promouvoir et retenir les talents en Afrique

Sans cerveaux, pas de développement, c'est un fait. Aussi le marché des cerveaux est-il l'un des plus compétitifs de nos jours. A l'heure où le monde semble vouloir se fermer à l'Afrique tout en la privant de la ressource fondamentale de son développement, il est impératif que nos pays mettent sur pieds de véritables politiques visant à promouvoir et à retenir sur place les talents qui assureront demain son développement, et en l'occurrence son industrialisation.

20- Relever le défi de la maintenance des infrastructures

C'est l'un des défis les plus communs aux Etats africains. Rares sont en effet ceux dans lesquels les infrastructures ne souffrent pas de problèmes chroniques d'entretien, soit parce que les fonds y afférents sont détournés, soit parce qu'ils font défaut ou n'ont pas été prévus. C'est un défi à relever sans délai par nos Etats, sinon tous les efforts consentis aujourd'hui en vue de l'industrialisation seront vains, car les infrastructures périront assez rapidement■

[REBANDING AFRICAFORUM](#)



[REBANDING AFRICAFORUM](#)

[illegible][illegible]

[REBANDING AFRICAFORUM](#)

AU PLAN ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

promouvoir la bonne gouvernance et l'essor économique du continent.

23- Éviter le mimétisme servile

S'ils ont pour la plupart reconnu que l'Afrique n'avait pas à inventer la roue, les orateurs du RAF ont cependant mis en garde contre un mimétisme aveugle qui conduirait l'Afrique à faire des choix économiques et industriels inappropriés ou inadaptés à ses spécificités. Il s'agit donc de s'inspirer de bons exemples, de ne pas avoir honte de copier, à condition de le faire avec l'intelligence du contexte africain et de ses réalités propres.

24- S'adapter à la globalisation économique

Le défi ultime relevé par le RAF pour l'essor économique et industriel de l'Afrique est bien celui de la compétitivité tous azimuts à laquelle nous exposent la globalisation et l'ouverture des marchés. Au-delà des nécessaires clauses de sauvegarde et des subventions dont le maniement reste néanmoins délicat et limité, au risque de représailles économiques, il importe que les acteurs économiques africains fassent preuve d'innovation, de créativité dans les choix d'investissement, les options industrielles, pour apporter sur le marché des produits innovants et concurrentiels. Ils doivent également exploiter les nombreuses niches de l'immense marché intérieur

panafricain. Enfin l'émergence des regroupements économiques à travers le monde est la voie de survie qu'impose désormais la globalisation, l'Afrique ne saurait y échapper.

25- Accélérer l'intégration économique du continent

De ce qui précède, découle l'urgence d'accélérer l'intégration économique du continent. Dans ce processus qui requiert une impulsion politique forte, les acteurs économiques ont également un rôle crucial à jouer, en créant les regroupements et les synergies requises de manière à peser de tout leur poids sur les choix et la dynamique politiques.

26- Sélectionner les industries créatrices d'emplois décents en Afrique et pour l'Afrique

Il s'agit ici de s'inspirer de l'exemple chinois en créant des industries à même d'absorber l'innombrable force de travail que représente la jeunesse africaine. L'industrie extractive actuelle est peut-être à fort rendement de capital, mais elle est peu créatrice d'emplois, il y a là une anomalie à corriger.

27- Relever le défi de la transformation sur place

Il importe par conséquent que sous l'impulsion ou avec l'appui

AU PLAN ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

des Etats, les acteurs économiques africains amorcent impérativement le passage des économies de traite à la transformation sur place des innombrables ressources du continent. Ce passage ajoutera de la plus-value à nos ressources et créera en même temps de nombreux emplois pour notre jeunesse. Chaque fois qu'on exporte nos ressources sans les transformer, c'est l'emploi de nos jeunes qu'on exporte, et jusqu'à ce jour, on exporte la richesse et on importe la pauvreté, ont martelé les orateurs du RAF.

28- Investir massivement dans l'agriculture

Chaque année l'Afrique dépense 30 milliards de dollars pour importer différentes denrées alimentaires. Au regard des perspectives démographiques du continent, 2,5 milliards d'habitants à l'horizon 2050, l'agriculture est un des secteurs prioritaires dans lesquels les acteurs économiques africains doivent investir, les retombées étant relativement assurées, avec à la clé une autosuffisance alimentaire pour le continent. Il est heureux de constater que ces dernières années beaucoup de fonds sont créés pour investir dans l'agriculture. Cette tendance doit être consolidée et amplifiée, au regard des perspectives démographiques sus évoquées.

29- Investir massivement dans l'énergie et les infrastructures

Avec l'agriculture, l'énergie et les infrastructures constituent les piliers de l'industrialisation du continent. Et autant que l'agriculture, l'énergie et les infrastructures ont des perspectives favorables assurées, tant le continent accuse un déficit majeur dans ces domaines respectifs, malgré l'incommensurable potentiel qu'il comporte. Tout ou presque est à construire, les énergies renouvelables, dont l'énergie solaire à vulgariser, etc.

30- Développer des projets agro-industriels intégrés

A l'exemple du succès de la ferme Songhaï dont le promoteur était l'invité du RAF, les projets agro-industriels comportent de multiples avantages et doivent faire école auprès des investisseurs et acteurs économiques, ainsi que des jeunes qui souhaitent se lancer dans l'agriculture. Ils sont générateurs d'emplois, préservent l'environnement avec zéro déchet, car les déchets d'une culture deviennent les ressources d'une nouvelle culture ; la même terre est recyclée et sert à long terme, grâce à des micro-organismes biologiques développés ; on évite ainsi 70% des maladies en se nourrissant mieux, pour vivre mieux et plus longtemps. On produit aussi mieux en dépensant moins.

AU PLAN ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

31- Développer des industries agro-écologiques

Grâce à son énorme potentiel hydraulique, géothermique, électrique, l'Afrique a la chance de pouvoir sauter des étapes sur le chemin de l'industrialisation, et surtout d'utiliser des énergies vertes pour produire à moindre coût. Il importe pour cela que les acteurs économiques locaux s'y investissent au premier chef, de manière à attirer d'autres partenaires étrangers capables d'injecter davantage de ressources financières nécessaires à la transformation et à l'exploitation de l'énergie verte.

32- Développer des parcs industriels

Il s'agit de promouvoir l'usage intensif des parcs industriels. Car ce sont de petites enclaves dans lesquelles on peut réaliser ce qu'on ne peut faire à grande échelle ; on peut y créer des synergies entre les unités existantes, promouvoir la bonne gouvernance, mutualiser les bonnes pratiques, développer de meilleures infrastructures et un meilleur rendement.

33- Construire des systèmes financiers capables de soutenir la transformation des économies africaines

Au-delà de l'impulsion et des facilités politiques requises en vue du développement des banques

des PME et PMI, il importe que les systèmes financiers africains fassent preuve d'innovation (financements innovants), développent des synergies leur permettant de construire des structures financières suffisamment fortes, de manière à domestiquer plus aisément les risques qui les empêchent de soutenir suffisamment la nécessaire transformation de nos économies, et en l'occurrence la deuxième industrialisation du continent.

34- Mobiliser les ressources longues

L'industrialisation est un processus qui s'étale sur la durée et requiert d'énormes moyens financiers. Or la plupart des investisseurs veulent un retour sur investissement à court terme. D'où la nécessité de rechercher et développer des ressources longues, Assurances (Assurance-vie et Assurance-groupe, notamment), épargne-pension, fonds de pension, etc.

35- Soutenir l'innovation

Le RAF 2016 a présenté trois success stories qui ont montré l'immense potentiel de la jeunesse africaine en matière d'innovation technoscientifique.

La première (Odjala) portait sur la création d'une plate-forme pour développer l'e-commerce sur le continent.

La deuxième (Laafi Bag), un sac permettant de conserver les vaccins

AU PLAN ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

pendant 4 jours de manière à les acheminer dans les contrées sans électricité. Il a déjà permis de vacciner 235 760 enfants, alors que 261 millions d'enfants au total ont besoin de vaccins sur le continent.

Enfin il y avait le cartable multifonction (Repurpose Schoolbags), résistant à l'eau, durable, recyclable fonctionnant grâce à un panneau solaire et une lampe rechargeable à l'électricité accrochés, de manière à permettre aux enfants de faire leurs devoirs dans des zones non électrifiées. Grâce au partenariat avec le Secrétariat des ACP, le RAF a décerné le prix de l'innovation à Laafi Bag, d'un montant de 10 mille euros, tandis que Coris Bank a décidé d'injecter 150 mille euros pour le développement et la vulgarisation de Laafi Bag. Ces innovations constituent donc autant d'accélérateurs de l'industrialisation du continent que d'opportunités économiques à saisir et à promouvoir avant tout par les acteurs économiques africains eux-mêmes.

36- Renforcer la chaîne : production-conservation-distribution

L'industrialisation vise à accroître la production. Mais encore faut-il pouvoir en assurer la conservation puis la distribution. C'est un énorme défi car déjà aujourd'hui, nous ne parvenons pas à assurer la conservation des cultures vivrières de manière à approvisionner

durablement le marché. C'est un défi certes économique, mais aussi technique et scientifique. C'est pourquoi la recherche des financements et les investissements dans l'industrialisation du continent doivent intégrer ces trois moments de la chaîne industrielle.

37- Investir dans la recherche et la formation

Développer la chaîne industrielle sur le continent requiert en conséquence des ressources certes, mais aussi des talents et un certain savoir-faire. Il importe de former des cerveaux à même d'assurer tout à la fois une plus grande productivité, la transformation des ressources, leur conservation et leur distribution. Or ces formations sont onéreuses. Dans l'intérêt des deux parties, États et acteurs privés doivent nouer des partenariats pour relever ce défi. Les acteurs privés pourraient en outre, dans leur intérêt bien compris, financer la création de centres de recherche en vue d'en tirer des talents au service de la transformation des ressources extraites. Cela pourrait d'ailleurs aller plus vite et être plus efficient, dans certaines circonstances, que l'option des partenariats. C'est aux Africains de financer en premier lieu les leviers scientifiques de leur émancipation, car la recherche est le moteur de l'industrialisation, et nul ne saurait le faire à leur place ■

AU PLAN TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE



38- Revaloriser l'enseignement technique et la formation professionnelle

Le constat est récurrent, l'Afrique continue d'accorder une priorité et une valeur supérieures à l'enseignement générale et aux humanités, alors même que ce dont elle a le plus besoin aujourd'hui c'est de techniciens, d'ingénieurs pour assurer la base de son industrialisation et de son développement économique. Il est donc impératif que l'enseignement technique et la formation professionnelle bénéficient des

moyens et de l'attention conformes aux enjeux du moment.

39- Former des cerveaux adaptés aux besoins et les retenir

L'enjeu aujourd'hui est précisément de former non pas d'abord des généralistes dont on dispose en nombre et à qui on ne parvient pas à offrir suffisamment d'emplois, mais des techniciens, des ingénieurs et autres scientifiques en fonction des besoins locaux et des plans de développement qui sont les nôtres. L'Afrique dépense 4 milliards de

AU PLAN TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE



dollars chaque année pour importer des cerveaux. Il convient d'inverser cette tendance en affectant progressivement une partie de ces fonds à la formation et à l'emploi des cerveaux locaux.

40- Créer des grands pôles africains de recherche universitaire

Le paysage universitaire africain reste largement fragmenté, malgré la création de l'université panafricaine. Celle-ci, faut-il le rappeler, repose majoritairement sur des financements non africains, et ne saurait par conséquent

prioriser la recherche dans des domaines propres au continent et à ses besoins spécifiques. Il importe donc qu'émerge une démarche endogène entre chercheurs de nos universités, en vue de créer de véritables pôles de recherche africains, et de mobiliser les fonds locaux sur la base de projets crédibles. Le mariage entre l'université, la finance et l'entreprise en Afrique est à ce prix.

41- Cibler des domaines de recherche clés

L'industrialisation de l'Afrique pose des défis technoscientifiques multiformes qui ne sauraient être tous envisagés en même temps. Des choix s'imposent donc qui dépendent des besoins primordiaux, des compétences disponibles et des ressources mobilisables.

42- Développer la recherche en agriculture

Il est avéré qu'en raison de sa démographie galopante, l'Afrique va au-devant d'immenses défis en matière de population, dont le premier sera l'autosuffisance alimentaire. Elle doit pour cela franchir le cap d'une agriculture vraiment intensive et mécanisée, une véritable agro-industrie. Aussi le développement de la recherche

AU PLAN TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE

en agriculture est-il indispensable à plus d'un titre, faciliter la mécanisation avec des instruments adaptés au pouvoir d'achat local, sélectionner les espèces agricoles dont la production sera plus aisée et moins coûteuse, susciter des vocations agricoles en diminuant autant que possible la pénibilité du métier, etc.

43- Développer la recherche et l'innovation en matière énergétique

L'énergie est à la base de tout processus industriel. Faute de synergies appropriées, les Etats africains, de manière générale, peinent malheureusement à répondre aux besoins primaires en électricité sur l'étendue de leurs territoires respectifs. Le barrage d'Inga à lui seul, développer au maximum de ses capacités, pourrait alimenter toute l'Afrique subsaharienne. De même, en raison de l'abondance du soleil en Afrique, chaque Etat africain, moyennant les recherches requises et les moyens appropriés, pourrait dans un avenir prévisible assurer son autonomie énergétique grâce à l'énergie solaire. C'est sur ce dernier point que la recherche doit

se concentrer et que les chercheurs africains doivent créer les synergies et monter des projets à même de mobiliser les investisseurs privés et publics.

44- Développer l'interdisciplinarité scientifique

Bien que divers, les défis que soulève l'industrialisation de l'Afrique demeurent connexes. Ils requièrent par conséquent un dialogue permanent non seulement entre le politique et le savant, mais davantage entre les disciplines scientifiques qui, chacune dans son domaine, travaillent à l'émergence du continent. Rien ne serait plus dommageable dans ce processus qu'une vision monologique et cloisonnée.

45- Vulgariser les savoirs

L'enjeu ici est de susciter les créateurs de demain, en vulgarisant les savoirs, de manière à favoriser de nouvelles vocations scientifiques. Pour ce faire, l'un des défis majeurs à relever est la vulgarisation des TICS et l'accès à moindre coût à Internet, voire sa gratuité dans les écoles■

AU PLAN SOCIOCULTUREL



46- Opérer une catharsis mentale

Les débats du RAF ont mis en lumière le fait que les complexes accumulés au cours de l'histoire continuent d'habiter les mentalités et de freiner la créativité et l'innovation en Afrique. Un travail de sensibilisation est ici requis afin d'opérer une véritable catharsis mentale qui libérerait les Africains de leurs complexes, de leur tendance au défaitisme, à la résignation, à l'incantation stérile ou à la fuite face aux défis qui leur incombent.

47- Respecter les spécificités africaines

Les complexes sus évoqués ont souvent conduit l'Afrique au mimétisme servile précédemment

dénoncé, au point de croire que pour se développer, elle devait radicalement renoncer à ses valeurs, à ses manières d'être et de faire. Aucun développement n'est durable s'il n'est adossé sur une culture forte. La culture est la matrice de tout développement authentique. C'est pourquoi la recherche des voies et moyens pour se développer, et en l'occurrence s'industrialiser, ne saurait conduire l'Afrique à céder au-delà du compromis raisonnable, tout ou partie de son socle et de ses spécificités culturelles.

48- Développer une culture de l'entrepreneuriat

C'est davantage la culture du fonctionnariat qui prime sur le

AU PLAN SOCIOCULTUREL

continent, en conformité avec les modèles éducatifs qui font la part belle à l'enseignement général. Si nos modèles éducatifs doivent évoluer, il importe également que dès le bas âge, l'on commence à inculquer aux jeunes africains la culture de l'entrepreneuriat, de l'initiative privée, de la créativité, pour qu'ils ne grandissent pas avec pour seule ambition d'être employés. Le peu d'emplois disponibles pour notre immense jeunesse nous condamne à participer tous, chacun selon ses possibilités, au développement de cette culture de l'entrepreneuriat en Afrique.

49- Surmonter l'aversion culturelle à l'assurance

Plusieurs orateurs du RAF sont revenus sur l'aversion culturelle des Africains pour l'assurance, laquelle empêche de dégager suffisamment les ressources longues dont le continent a besoin pour son industrialisation. Le pouvoir d'achat y est certes pour quelque chose, mais il y a également toute une culture de l'abandon à la providence (naturelle ou divine) qui ne favorise pas le développement

de l'assurance. Il importe ici de trouver les ajustements nécessaires, tant chez les assureurs qui doivent adapter leurs produits, que chez les citoyens qui doivent prendre conscience de l'inexorable augmentation des risques auxquels nous expose la globalisation, et des enjeux inhérents aux assurances qui leur sont proposées.

50- L'engagement de la société civile

L'on a les dirigeants qu'on mérite, ou tout moins qu'on laisse gouverner. C'est pourquoi les sociétés civiles en Afrique doivent prendre toute leur part dans la lutte pour l'émergence du continent, et notamment dans le nécessaire processus d'industrialisation qui a fait l'objet de ce RAF. Elles doivent s'organiser puis s'engager afin que les politiques réfractaires suivent et entendent la voix des peuples africains, pour une meilleure gouvernance, pour la démocratie, la justice, etc. On a beau avoir des peuples d'Einstein, si on manque de leadership, on n'en fera rien...■

NOTE FINALE

50 idées clés pour relever le défi de l'industrialisation de l'Afrique, ce n'est certainement pas assez, au regard de la richesse des débats et de l'ampleur des idées mises en exergue par la troisième édition du Rebranding Africa Forum. La formation et la recherche, la mécanisation de l'agriculture, le défi énergétique, les infrastructures, la transformation structurelle de nos économies, le financement des PME et PMI, l'entrée dans l'économie de marché, la captation de ressources longues, l'attraction des investisseurs, la bonne gouvernance, la paix et la sécurité, la transparence, l'innovation ou encore l'intégration, entre autres, sont autant de défis inhérents à l'industrialisation dont la prise en compte sera certainement féconde en idées nouvelles, et en préalables indispensables, à l'instar de la santé, que les orateurs ont probablement trouvée tellement évidente qu'ils ne s'y sont pas attardés. Ces 50 idées font par conséquent office de boussole. Elles indiquent en outre que l'industrialisation est un processus complexe et multiforme qui requiert la mobilisation de tous, aux plans politique, économique, éducatif, scientifique et socioculturel. Sa réussite dépendra donc en grande partie de l'engagement des peuples africains eux-mêmes, au regard des défis que leur prépare leur démographie galopante. Le RAF a le mérite d'avoir à cet égard montré l'urgence et le caractère indispensable d'une deuxième industrialisation de l'Afrique, et plus exactement d'une véritable révolution industrielle sur le continent. La quatrième édition du Rebranding Africa Forum, consacrée aux enjeux et défis des systèmes financiers africains face au dividende démographique, ambitionne d'explorer les modalités selon lesquelles les systèmes financiers africains peuvent pleinement jouer leur partition dans ce processus, notamment au regard du défi démographique. Un rendez-vous qui s'annonce riche en perspectives et en opportunités, pour tous et chacun d'entre nous ...■



www.rebrandingafrica.com
